

Macron, la plaisanterie a assez duré ! Que l'État retrouve toute son autorité !



Devant la détérioration de l'État de droit qu'ils constatent jour après jour, les Français réclament de l'autorité. Mais Macron n'en a cure.

Pourtant, la démission de Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur, un fidèle parmi les fidèles, aurait dû l'amener à réfléchir. Le départ d'un ministre régalien du gouvernement n'a rien d'anodin. D'autant que le premier flic de France a tenu des propos alarmistes lors de la passation de pouvoir avec Édouard Philippe. « Aujourd'hui on vit côte à côte, je crains que demain on puisse vivre face à face », a-t-il notamment déclaré. Un sacré coup de semonce pour l'exécutif. D'autant que le ministre de l'Intérieur estimait qu'il ne restait que « peu de temps » pour réagir face à une situation qui se dégrade jour après jour, prédisant même que « d'ici à cinq ans, la situation pourrait devenir irréversible ».

Si Gérard Collomb, l'homme le mieux informé de France sur le

plan sécuritaire, jette l'éponge, c'est bien parce qu'il a estimé que la politique menée par Macron dans ce domaine n'était pas à la hauteur des enjeux. Que la gravité de la situation exigeait de prendre d'urgence des mesures draconiennes pour redresser la barre. Et que Macron n'en avait pas la volonté.

Pour preuve, il a nommé place Beauvau Christophe Castaner. Fallait le faire ! Sortir ce nom-là du chapeau après un suspense insoutenable de 15 jours prouve, s'il en était besoin, que les candidats à la succession de Gérard Collomb ne se bousculaient pas au portillon. Et que ceux qui auraient pu être intéressés avaient émis des exigences telles que leur candidature avait été écartée.

Car, enfin, mettre à un ministère aussi important que celui de l'Intérieur, en cette période troublée, un loustic comme Castaner, relève de l'inconscience, voire de la provocation. Faut-il rappeler que le désormais premier flic de France a commencé à gagner sa vie en jouant au poker dans les tripots marseillais où il a côtoyé certaines figures du grand banditisme ! Du milieu marseillais à la politique, il n'y a qu'un pas que le jeune loup socialiste a allégrement franchi pour se faire une place au soleil du Midi comme maire de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) avant de monter à Paris dans les bagages de Macron.

Un mauvais signal

Faut-il rappeler qu'il avait fait rire la France entière quand, en avril dernier, il s'était risqué à comparer le voile islamique « au voile porté par toutes les femmes catholiques il y a peu ». Comme nigaud, il se pose là ! Et c'est lui qui est en charge des cultes ! Quel mauvais signal donné à tous ceux qui bafouent les lois de la République. Qui appellent à la « purge » contre les forces de l'ordre. Qui, chaque nuit, brûlent des voitures, pillent des commerces et caillassent des policiers.

Car la violence est aujourd'hui omniprésente. Les quartiers ont fait tache d'huile. La guérilla urbaine s'étend maintenant à tout le pays. De la rue, elle a gagné l'école, les hôpitaux, les services publics. Même les policiers ne se sentent plus en sécurité hors de leur commissariat. Châlons-sur-Saône, Hyères, Saint-Étienne, chaque jour on apprend qu'un policier hors service a été roué de coups et souffre de fractures. Cela est intolérable ! Les policiers, comme les gendarmes, sont les garants de la sécurité, de notre liberté.

Même Martine Aubry, sortant d'un long sommeil, s'émeut de la situation. « Il n'est pas pensable que dans une ville il y ait des tours où des assistantes sociales, des médecins ne puissent plus rentrer, où les amis, les parents, les familles qui y habitent ne puissent plus rentrer, je dis que ce n'est plus possible », a-t-elle martelé avant de lâcher : « On n'est plus dans une République, voilà ! », s'indigne le maire de Lille, subitement rattrapé par le principe de réalité.

Déclarations lénifiantes

Et que font les responsables de notre sécurité ? Ils se contentent de déclarations lénifiantes, comme pour la soirée d'Halloween à propos de laquelle Castaner dénonce des faits « totalement anormaux et scandaleux » pour se réjouir néanmoins que le nombre d'incidents reste « largement inférieur » à celui des années précédentes. Il oublie de préciser que les « incidents » en question sont de plus en plus violents. Comme en région parisienne, où des groupes d'individus masqués ou cagoulés, armés de pierres et de barres de fer, se sont attaqués aux policiers. Et que les agresseurs sont très jeunes, des « enfants » de 12 à 16 ans, qui savent que dans l'état actuel de la législation, ils peuvent tout se permettre.

Alors, partout en France, on sent monter la colère devant l'incurie des pouvoirs publics. Les maires qui sont en première ligne se trouvent démunis face à une situation qui les dépasse. Dans l'urgence, ils prennent des décisions comme

à Montceau-les-Mines avec l'instauration d'un couvre-feu la nuit pour les mineurs. Pis-aller pour une situation qui se dégrade un peu plus chaque jour et nous entraîne inexorablement vers le chaos. Le pouvoir connaît mieux que quiconque cette triste réalité. Elle ne paraît pas, pour autant, être sa principale préoccupation. Le pays s'embrase et Macron regarde ailleurs... du côté de l'Europe des années 30.

Un régime politique autoritaire

Jamais le fossé entre le pays et ses dirigeants n'a été aussi profond. Les Français n'en peuvent plus. À 41 %, selon un récent sondage réalisé par l'IFOP, ils souhaitent un pouvoir fort, un régime politique autoritaire. Cela devrait interpeller Macron, lui donner à réfléchir. Nos concitoyens veulent qu'on respecte la loi et les valeurs de notre civilisation. Ils réclament des mesures fortes contre les auteurs de troubles. L'arsenal des sanctions pour les mineurs délinquants pouvant aller de la retenue des allocations familiales – histoire de responsabiliser les parents – à des camps de rééducation à la discipline militaire, comme cela se fait avec succès aux États-Unis.

Car la nature a horreur du vide, c'est bien connu. Et Macron devrait se souvenir que la 4^e République est tombée lorsque, le 13 mai 1958 à Alger, une marée humaine enfiévrée s'est lancée à l'assaut des bâtiments du Gouvernement général, siège du pouvoir exécutif, avant d'en prendre possession et d'y installer un Comité de salut public. La Révolution était en marche qui allait conduire à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Mal élu, Macron sait qu'il est assis sur un siège éjectable. Il est au plus bas dans les sondages et seule sa majorité de godillots à l'Assemblée lui permet de rester encore au pouvoir. Mais pour combien de temps encore ?

Alain MARSAUGUY